

**République centrafricaine -  
Renouvellement du régime de  
sanctions - Explication de vote du  
représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**  
(New York, 27 janvier 2017)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2339 qui renouvelle le régime de sanctions, ou plutôt de mesures restrictives, concernant la RCA, en appui au processus politique dans ce pays.

Ce renouvellement était justifié : même si la République centrafricaine se stabilise progressivement, que la capitale Bangui est aujourd'hui largement pacifiée, et qu'un président élu, appuyé par son gouvernement, est au travail, nous savons que la situation générale y reste précaire. D'où l'importance d'un soutien réaffirmé et unanime de la communauté internationale, à travers le conseil de sécurité, à ce pays et au processus politique en cours.

Les groupes armés se combattent entre eux et entretiennent un niveau de violence élevé ; nombreux sont ceux qui profitent de la faiblesse de la justice pour poursuivre leurs activités criminelles ; et certains n'ont pas abandonné l'espoir de perturber le processus politique et de réconciliation pour tenter de faire replonger la RCA dans la crise.

Cette résolution renouvelle le dispositif de mesures à l'identique : embargo sur les armes, interdiction de voyager, gel des avoirs.

En revanche, elle fait évoluer les critères de désignation, puisque les violences sexuelles sont désormais reconnues comme critère de désignation à part entière, ce qui permet d'en renforcer la visibilité et d'envoyer un signal fort.

Elle ambitionne également de renforcer l'application de l'interdiction de voyager, puisque les États membres sont encouragés à travailler davantage avec les compagnies aériennes afin d'identifier les individus soumis à interdiction de voyager. Elle demande également aux autorités de RCA de renforcer leur contrôle sur les passeports centrafricains pour éviter que des passeports expirés ou périmés soient utilisés pour des voyages interdits.

Enfin, elle ouvre la possibilité de développer des critères pour envisager une évolution de l'embargo sur les armes, le moment venu et en fonction de l'évolution de la situation sur le

terrain. Mais au vu de la situation actuelle, et de la profusion d'armes en circulation en RCA, une telle évolution doit être soigneusement pesée.

C'est la position de la France que les mesures restrictives doivent appuyer un processus politique et évoluer avec les progrès de la situation sur le terrain. C'est aussi un message adressé aux autorités de RCA, que l'embargo sur les armes pourrait évoluer le moment venu, et notamment en fonction des progrès de la réforme des secteurs de sécurité. Ce message est important pour la suite de notre action en RCA.

Monsieur le Président, je tiens encore une fois à saluer cette adoption à l'unanimité qui montre l'engagement résolu, unanime du Conseil de sécurité en appui au processus politique et de réconciliation de ce pays, en soutien aux progrès qui sont réalisés jour après jour grâce aux autorités et à la population de la RCA. Nous y voyons aussi un signal très clair à l'égard de tous ceux qui veulent perturber le processus politique en cours qu'ils auront face à eux la communauté internationale unanime.

Je vous remercie./.